



Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE &
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Synthèse Finale

Atelier d'appropriation, de dissémination et de mise en œuvre des instruments
régionaux et des mécanismes endogènes de gouvernance démocratique et de
prévention des conflits en Afrique de l'Ouest

Dakar & Saly, Sénégal
16 - 19 octobre 2007

avec la participation du Groupe des Femmes
et de la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest

Avec l'appui financier de



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Canada



Introduction

L'Atelier d'appropriation, de dissémination et de mise en œuvre des instruments régionaux et des mécanismes endogènes de gouvernance démocratique et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest s'est tenu à Dakar et à Saly Portudal au Sénégal du 16 au 19 octobre 2007. Organisé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest /OCDE en partenariat avec la CEDEAO, il a bénéficié de l'appui financier et de la participation de l'Agence Française pour le Développement (AFD), l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Cérémonie d'ouverture en hommage à Feu Saliou KANDJI

Cette rencontre a été placée **sous la présidence de M Cheikh Aguibou SOUMARE, Premier Ministre du Sénégal**, représenté par le **Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères du Sénégal, Dr. Cheikh Tidiane GADIO** qui a présidé effectivement l'ouverture des travaux. Celle-ci fut marquée par la cérémonie d'hommage à Feu Saliou KANDJI ancien Ambassadeur du Sénégal, historien et humaniste ayant grandement œuvré pour l'éclairage du rôle des femmes dans l'histoire et les sociétés de la région. Saliou KANDJI est décédé le 27 août 2006, environ deux mois après une brillante participation et une importante contribution au *Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène* organisé par le CSAO à Ouagadougou au Burkina Faso en juin 2006.

Après une intervention introductive de M. Massaër DIALLO du CSAO/OCDE définissant les enjeux et objectifs de la rencontre, les représentants de l'ACDI, l'AFD et l'OIF ont exprimé leur intérêt et leur soutien à cette action conjointe du CSAO et de la CEDEAO pour l'appropriation et la dissémination des instruments de gouvernance et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.

La cérémonie d'ouverture a ensuite été marquée par l'hommage à Saliou KANDJI, présenté par M. Massaër DIALLO pour le CSAO/OCDE, M. Babacar DIOP pour la société civile et les chercheurs, Mme Bintou SANANKOUA au nom du Groupe des Femmes d'Afrique de l'Ouest, M Babacar Sedikh DIOUF au nom des anciens et des proches compagnons, M. Mody NDIAYE pour la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest et M. Le Ministre d'Etat, Dr. Cheikh Tidiane GADIO au nom du gouvernement sénégalais.

Ont également pris part à cette cérémonie outre les participants venus de 15 pays d'Afrique de l'Ouest, diverses personnalités dont :

- Colonel Yoro KONE, Directeur du Centre d'observation et de suivi de la CEDEAO, représentant le Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO ; M. Pierre BASSOLE, Directeur du Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest (UNOWA); M. José MONTABES, Directeur adjoint du programme de l'ACDI au Sénégal; M. Jean-Marc GRAVELLINI, représentant l'Agence Française de Développement (AFD) ; M. Boubacar Issa ABDOURHAMANE, représentant l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ; M. Mohamed H'MIDOUCHE, Représentant résident de la Banque Africaine de Développement (BAD); M. Hervé DE LYS, Directeur du Bureau des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires (UNOCHA) ; Mme Aminata DIBA, Directrice par

intérim du Centre de Développement Genre de la CEDEAO basé à Dakar ; Professeur Abdou Salam SALL, Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ; M. Mangoné NIANG, Directeur du CELHTO de l'Union Africaine ; M. Oumar NDONGO, Secrétaire général du Forum des organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest (FOSCAO) ; la famille de feu Saliou KANDJI ainsi que de nombreuses personnalités et acteurs de la société civile, des médias et du monde académique au Sénégal ont pris part à cette cérémonie en prélude aux travaux qui devaient se dérouler à Saly. Une forte représentation de la presse nationale, régionale et internationale a couvert la cérémonie d'ouverture.

Conférence de presse sur la Prévention des crises et les élections en Afrique de l'Ouest

La cérémonie d'ouverture a été suivie une **Conférence de presse thématique** réunissant plus de 20 organes de presse nationale, régionale et internationale sur *La prévention des conflits et les Elections en Afrique de l'Ouest*. Elle a été animée par M. Massaër DIALLO, Chef de l'Unité Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité du CSAO/OCDE, avec la participation de Colonel Yoro KONE de la CEDEAO, de Mme Macaria BARAI (Guinée Bissau) et Mme Salimata PORQUET (Côte d'Ivoire) du Groupe des Femmes d'Afrique de l'Ouest et de M. Mohamed TOURE (Guinée) de la Coordination des Jeunes.

I. Déroulement de l'atelier

A. Contexte

En juillet 2004, la CEDEAO a demandé au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) de contribuer à travers un partenariat et des actions conjointes à développer une stratégie et des actions en vue de la promotion, la ratification, l'appropriation et la mise en œuvre du Protocole Additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance. Cet instrument avait été élaboré trois ans plus tôt en complément du dispositif de prévention des crises en Afrique de l'Ouest. Ce partenariat s'est traduit au fil des années dans les divers chantiers conjoints développés par les deux organisations.

En juillet 2005, le *Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile d'Afrique de l'Ouest* a constitué une étape importante dans la dissémination et le dialogue politique de la CEDEAO avec les acteurs de la région autour de la question de la construction de la paix et la consolidation de la démocratie.

En avril 2006, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en collaboration avec le Groupe de Femmes d'Afrique de l'Ouest a organisé un atelier de travail sur le thème: *Femmes, Gouvernance endogène et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest*. Cette rencontre a mis en évidence l'importance et la nécessité pour les femmes et les autres acteurs, d'une appropriation et d'une dissémination des instruments régionaux et mécanismes endogènes de gouvernance et de prévention des conflits. Cette même volonté a été partagée par la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest lors du *Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène*, organisée par le CSAO à Ouagadougou en juin 2006 comme concrétisation d'une recommandation de l'*Initiative de valorisation des capacités endogènes de gouvernance et de prévention des conflits*, tenue à Conakry en mars 2005.

L'Atelier de Dakar-Saly en octobre 2007 a donc constitué une nouvelle étape dans la dynamique de valorisation des capacités internes de la région, d'appropriation des instruments régionaux destinés à l'amélioration de la gouvernance et la démocratie et à l'opérationnalisation des systèmes de prévention et d'alerte avec une implication de la diversité des acteurs concernés aux niveaux local, national et régional.

Son double enjeu a été de mieux faire connaître et faciliter l'appropriation des instruments par les acteurs, d'une part et de contribuer, d'autre part à rendre possible leur mise en œuvre au service de la paix, la sécurité et la gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest.

L'atelier a mis en évidence les défis de la région au regard desquels ces instruments n'étaient pas seulement une opportunité mais une nécessité.

Entre autre points qui ont attiré l'attention :

- 10 pays de la CEDEAO sur 15 sont potentiellement exposés à des crises violentes, les subissent ou les ont déjà subi et/ou sortent de conflits violents.

- Des turbulences persistent dans les processus démocratiques en rapport avec des contentieux électoraux mal résolus et/ou des tentatives non constitutionnelles de dévolution du pouvoir politique.
- La circulation incontrôlée des armes légères demeure préoccupante avec notamment un nombre estimé à 8 millions et dont plus de la moitié ne relève pas d'une détention légale et publique.

B. Les travaux

1) Participants

Les pays de la région ont été représentés dans leur diversité linguistique (anglophone, francophone et lusophone) et dans celles des situations politiques. Quelque cinquante-cinq (55) participants impliqués dans la gouvernance démocratique et la prévention des conflits ont représenté 15 pays de la région (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone). Ont pris part aux travaux à Saly aux côtés du CSAO/OCDE et de la CEDEAO six (6) représentants d'organisations régionales et internationales (UNOWA, CEDEAO, CELHTO/UA, FOSCAO, ACDI, et OIF). Sept (7) représentants des organes de presse nationaux et régionaux ont également pris part à l'Atelier qui a été entièrement couvert par une chaîne TV régionale et internationale AITV Afrique.

2) Objectifs

La rencontre se fixait pour objectifs de :

- **Contribuer au renforcement des** capacités des acteurs de la région notamment la société civile, et plus spécifiquement les femmes et les jeunes, pour une mobilisation et des actions de dissémination et de plaidoyer en faveur des instruments de gouvernance et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.
- **Valoriser les mécanismes et capacités** de médiation préventive et de règlement des crises s'appuyant sur des acquis endogènes.
- **Appuyer par des actions en réseau, des facilitations de circulation de l'information, et des initiatives de sensibilisation, le système d'alerte précoce de la CEDEAO.**
- **Améliorer le mode de fonctionnement** du Groupe de femmes et de la coordination des jeunes pour leur meilleure implication dans l'action au niveau régional et national..

3) Questions abordées

La rencontre s'est penchée non seulement sur les instruments de la CEDEAO spécifiquement destinés à l'Afrique de l'Ouest mais aussi sur ceux de l'Union Africaine et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Les travaux ont ainsi permis une prise de connaissance et une appropriation critique des instruments par les participants. Ont été en l'occurrence présentés :

- **Instruments de la CEDEAO :**
 - Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité ;
 - Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance.
 - Convention sur les armes légères et de petits calibres.

- **Instruments de l'Union Africaine (UA) :**
 - Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance
 - Charte Africaine de la Jeunesse ;
 - Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits des Femmes.

- **Instrument endogène faisant partie du patrimoine historique de l'Afrique de l'Ouest :**
 - Charte de Kurugan Fuga (Charte du Mandé)

- **Instruments de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) :**
 - Déclaration de Bamako;
 - Déclaration de Saint Boniface.

Les diverses communications ont été suivies de très riches échanges et de travaux en ateliers qui les ont approfondis et ont débouché sur des propositions de stratégies et d'actions.

La synthèse de ces propositions et recommandations servira de base à l'élaboration d'un plan d'action finalisé dont les éléments saillants ont été discutés et adoptés lors de la séance finale de l'atelier.

4) Couverture presse : place et rôle des médias dans l'Atelier

L'objectif que l'atelier s'est fixé a fait de la prise en compte des médias dans le processus de dissémination une nécessité absolue. C'est fort de ce constat que divers organes de presse ont été impliqués à un double niveau : en tant que journalistes pour couvrir la rencontre, mais également en tant que participants appelés à être mobilisés en tant qu'acteurs, dans la dissémination.

La cérémonie d'ouverture et d'hommage à feu Saliou Kandji a réuni **26 journalistes représentant 20 organes de presse**, reflétant le double équilibre entre le périmètre de couverture (national, régional et international) et le type de support (écrit, radio et TV). À Saly, la présence permanente de 7 journalistes « envoyés spéciaux » (Agences de presse panafricaines, presse écrite et radio du Sénégal, TV panafricaine) a permis d'assurer une large couverture médiatique aux travaux de l'Atelier tant aux plans national, régional qu'international.

Un des temps forts de la couverture presse a été l'enregistrement par RFI d'une émission spéciale du « Débat Africain » (avec Madeleine Mukamabano) consacré à l'Atelier avec la participation du CSAO/OCDE, de la CEDEAO et d'une Représentante de la société civile et diffusée le 21 octobre.

II. Conclusions et perspectives de travail

A. Décisions et Recommandations

- Les travaux ont permis de saisir toute la portée des instruments régionaux et mécanismes endogènes sur la gouvernance démocratique et la prévention des conflits dont il est reconnu qu'une bonne application contribuerait largement à instaurer durablement la paix, la stabilité et la démocratie ;
- L'atelier a constaté la connaissance insuffisante de ces instruments au triple niveau régional, national dans les pays membres de la CEDEAO et international aux niveaux des Etats partenaires de la région ;
- L'importance perçue de l'enjeu de ces instruments a amené l'atelier à élaborer de manière participative un Plan d'Action régional pour leur dissémination leur appropriation par les acteurs et leur mise en œuvre, en vue de contribuer au renforcement de la démocratie et à la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest ;
- Ces instruments constituent des réponses pertinentes aux défis de la région en matière de gouvernance et de prévention des conflits. Les travaux ont mis en évidence leur complémentarité pour contribuer à renforcer les capacités de l'Afrique de l'Ouest à prévenir et résoudre ses conflits violents et, à promouvoir une gouvernance démocratique et équitable au service d'un développement au profit des populations. Les participants en ont conclu à la nécessité d'éviter le cloisonnement et la dispersion dans la promotion et la mise en œuvre de ces instruments.
- L'opérationnalisation de ces instruments ne doit pas relever des seuls Etats et de la CEDEAO. La société civile a un rôle particulièrement important à jouer tant à l'échelle régionale que nationale, comme l'a reconnu et valorisé le nouveau Plan Stratégique 2007-2010 de la CEDEAO. Sa mobilisation requiert un renforcement de ses capacités. Cela doit également se traduire dans son implication au cœur des enjeux de construction de la démocratie. Ses contributions en matière de médiation et de prévention ont pour socle nécessaire son indépendance, sa pro-activité et sa capacité à établir des synergies avec les autres acteurs (médias, Etats, acteurs politiques).
- Les trois types de composante de la société civile présents à l'atelier notamment :
 - le Forum régional des organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest et diverses organisations nationales,
 - le Groupe de Femmes d'Afrique de l'Ouest, et
 - la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest issue du Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile en Afrique de l'Ouest,ont posé avec la CEDEAO, le CSAO et les autres participants institutionnels et individuels la nécessité d'un *cadre permanent pour construire une synergie durable d'action entre les acteurs.*

B. Perspectives de travail

L'une des principales réalisations de l'Atelier a été d'identifier les grands axes d'un Plan d'action de dissémination des instruments régionaux en vue de leur mise en œuvre effective. Les participants ont souligné l'importance de situer ce Plan d'Action dans le contexte du Plan stratégique 2007-2010 de la CEDEAO, qui compte parmi ses principaux axes de travail : « *La consolidation de la paix et de la sécurité, la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance pour renforcer la cohésion sociale* ».

L'atelier prend pour double ancrage les réalités de la région et ses défis à relever en s'appuyant sur ses forces et opportunités, d'une part et, d'autre part, les références dans le Plan stratégique de CEDEAO *qui se fixe pour objectifs entre autres de*¹ :

- *Mettre en œuvre les instruments et mécanismes de la CEDEAO en appui à la prévention des crises, la construction d'une paix, d'une démocratie et d'une sécurité durables en Afrique de l'Ouest ;*
- *Promouvoir la culture et la pratique du dialogue et de la paix entre les acteurs ;*
- *Impliquer plus la jeunesse par un système de gouvernance inclusive, dans la construction de son avenir au niveau de la région ;*
- *Renforcer la culture et les facteurs de paix dans la société ;*
- *Renforcer la démocratie par les approches participatives et l'esprit de dialogue, valorisées dans les cultures de la région [...]*

L'élaboration de ce Plan d'Action s'inscrit également dans le partenariat privilégié entre la CEDEAO et le CSAO. Il fait référence au Mécanisme de Prévention, de Gestion et de Règlement des Conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité, notamment aux Articles sur l'implication de la société civile. Les objectifs du Plan d'Action procèdent donc de ce mécanisme et de tous ceux qui suivent.

Les principaux axes de travail du Plan d'Action

Dans la perspective du Plan d'Action qui comportera des actions prioritaires, l'Atelier a défini les axes de travail autour desquels il sera structuré :

- ***Action N°1 : Mise en place d'un cadre permanent d'information, d'échanges et de coordination entre les différents acteurs de la région dans leur diversité***
- ***Action N°2 : Renforcement des capacités***
- ***Action N°3 : Constitution d'une base de données à l'échelle sous régionale***
- ***Action N°4 : Plaidoyer***
- ***Action N°5 : Dissémination des instruments régionaux et sensibilisation aux actions***
- ***Action N°6 : Observation des Elections***
- ***Action N°7 : Mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'Action***

¹ Extrait du *Plan Stratégique de la CEDEAO 2007-2010 (2007)*

Action N°1 : Mise en place d'un cadre permanent d'information, d'échanges et de coordination entre les différents acteurs de la région dans leur diversité

Deux recommandations s'inscrivent dans la perspective de matérialisation de cet objectif :

1. Mise en réseau de tous les participants de l'atelier de Dakar et Saly ;
2. Mise en place d'un groupe de travail restreint ayant pour mission de finaliser le Plan d'action. Il sera composé de la CEDEAO, du CSAO, du Groupe des Femmes et de la Coordination des Jeunes de l'Afrique de l'Ouest.

Action N°2 : Renforcement des capacités

La société civile doit jouer pleinement son rôle politique de contrepoint, fonction essentielle dans le renforcement de la démocratie pour ne pas se limiter à un rôle technique.

Action N°3 : Constitution d'une base de données à l'échelle sous régionale

La base de données sera une source d'information fiable. Elle contribuera au décloisonnement, informera sur les expériences développées de part et d'autre, permettra de tirer des leçons, de partager les bonnes pratiques et contribuera à faciliter la mobilisation de l'expertise dans la sous-région sur les questions de prévention des crises et de gouvernance

Action N°4 : Plaidoyer

Les actions de plaidoyer, d'information et de sensibilisation doivent se faire à plusieurs niveaux :

- au niveau national, il s'agit de mettre en place une stratégie et des programmes de plaidoyer pour la ratification, l'appropriation et la mise en œuvre synergique des instruments.
- au niveau international et des partenaires au développement pour une prise en compte des instruments de l'Afrique de l'Ouest dans leurs politiques et leurs actions en direction de la région.

Action N°5 : Dissémination des instruments régionaux et sensibilisation aux actions

- Quelles sont les actions permettant de faciliter l'appropriation des instruments de gouvernance et de prévention ?
- Quels sont les rôles spécifiques et complémentaires des diverses catégories d'acteurs ?

Action N°6 : Observation des Elections

- Comment renforcer l'autorité, les capacités politiques et techniques de la CEDEA pour lui permettre d'inscrire l'observation électorale dans une dynamique de régulation et de consolidation démocratique ?

Il s'agira par des actions et programmes de contribuer au renforcement de l'expertise de la société civile intervenant en appui à la CEDEAO.

Il s'agira aussi de créer les conditions pour que la CEDEAO renforce la crédibilité de ses observations, servie par des rapports faisant autorité par leur indépendance de toute pression directe ou indirecte.

Action N°7 : Mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'Action

Les participants se sont engagés à élaborer un dispositif de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'Action, en respectant un chronogramme, des échéances et en mettant l'accent sur des actions prioritaires.

- **L'atelier a demandé à la CEDEAO et au CSAO** de transmettre ses résultats aux pays membres de la CEDEAO, à l'Union Africaine, à l'OCDE et à ses pays membres.
- **Il a demandé aux organisations et agences internationales** impliquées dans ses travaux d'appuyer politiquement, intellectuellement et financièrement le Plan d'Action issu des travaux de Saly.
- **Il a été demandé aux médias régionaux et nationaux** impliqués dans les travaux et rejoignant ultérieurement le Réseau de jouer tout le rôle qui leur est dévolu dans la dissémination des instruments et mécanismes voués à la gouvernance démocratique et la prévention des conflits à l'instar du Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance de la CEDEAO.
- **Il a été demandé à la CEDEAO, à l'Union africaine et à leurs Etats membres** de favoriser la traduction des instruments dans les langues nationales des différents pays pour en amplifier la diffusion et en garantir une appropriation citoyenne.

IV. Observations finales et Remerciements

La rencontre a permis une mobilisation effective d'organisations internationales et régionales, de citoyens, d'institutions, de femmes et de jeunes autour de la question des instruments de la région.

Elle a retenu une approche double :

- **L'approche régionale** étendue à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest ;
- Cette approche régionale doit se prolonger **au niveau national** à l'intérieur des pays Elle doit associer tous les acteurs concernés autour d'une plate-forme permettant de relier les actions aux niveaux national et régional.

A l'issue des travaux, les participants se sont engagés sur un certain nombre d'actions à mener à court terme :

- **Restitution des travaux** de l'atelier dans leur pays respectif ;
- **Mutualisation au niveau national des actions** entre les Groupes de Jeunes et de Femmes en impliquant les médias nationaux ;
- **Mise en réseau des participants** par la création d'un espace électronique virtuel permettant la circulation de l'information sur les bonnes pratiques et la concertation entre les divers acteurs ;

Remerciements

Les participants adressent leurs remerciements à Son Excellence le Président Abdoulaye WADE, pour avoir permis la tenue de l'atelier dans son pays et pour avoir mandaté le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, Dr. Cheikh Tidiane GADIO à présider la cérémonie d'ouverture des travaux ; au CSAO/OCDE et à la CEDEAO pour l'organisation de l'atelier ; aux partenaires financiers, notamment l'ADF, l'ACDI et l'OIF pour leur appui ;

Le CSAO a été mandaté pour présenter officiellement ces remerciements aux organisations et autorités concernées.

Contacts

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

Adresse postale : 2, rue André Pascal 75775 Paris cedex 16-France. www.westafricaclub.org

Unité Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité

M. Massaër Diallo, Chef d'Unité

Tél : +33 (0) 1 45 24 96 28 Email : massaer.diallo@oecd.org

Mme Gwénola Possémé-Rageau, Chargée de Programme

Tél : +33 (0) 1 45 24 95 80 Email : gwenola.posseme-rageau@oecd.org

Mme Jamila Yah, Chargée de l'organisation et de la logistique

Tél : +33 (0) 1 45 24 98 25 Email : jamila.yahi@oecd.org

Cellule Communication CSAO :

M. Franck Igué, Chargé de Communication :

Tél : +33 (0) 1 45 24 84 85 Email : franck.igue@oecd.org